

Mercredi (après-midi) 4 juin 2014

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

69 2013.1294 Motion 281-2013 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) Surveillance de la Station Etoine

N° de l'intervention: 281-2013
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.09.2013
Déposée par: Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC) (porte-parole)
Knutti (Weissenburg, UDC)
Fuchs (Berne, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 608/2014 du 7 mai 2014
Direction: Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

Surveillance de la Station Etoine

Le Conseil-exécutif est chargé de subordonner la Station Etoine de psychiatrie médico-légale à la Direction de la police et des affaires militaires.

Développement

Depuis octobre 2011, après une phase de construction d'une année et demie, 14 personnes vivent dans le bâtiment Etoine, qui relie un nouveau bâtiment à une partie de l'ancienne Clinique de la Waldau. La construction de ce bâtiment, qui a coûté 12 millions de francs, a eu l'approbation de la majorité du Grand Conseil. Depuis, ce service des SPU accueille des détenus et détenues souffrant de maladies psychiques et des personnes potentiellement violentes condamnées à la privation de liberté à des fins d'assistance. Ces personnes dangereuses sont soignées et prises en charge par un personnel spécialisé, médecins, infirmiers et infirmières, psychologues, thérapeutes, travailleurs sociaux et travailleuses sociales. Déjà au stade de la construction, cette équipe spécialisée a demandé que la nouvelle unité ne soit pas assimilable à une prison, que les salles soient claires et les parois peintes dans des couleurs apaisantes. Il ne devait pas y avoir de grilles aux fenêtres. On constate ainsi que l'équipe soignante pense uniquement au bien-être des personnes dangereuses qui y sont détenues. Elle oublie manifestement que le difficile travail thérapeutique est possible uniquement en étroite collaboration avec le service de sécurité, qui doit répondre à de hautes exigences. Il est donc d'une nécessité urgente que le personnel de surveillance et d'encadrement de l'exécution des peines soit impliqué dans l'équipe souvent bien disposée à l'égard des détenus et détenues, que son expertise soit prise au sérieux et qu'il puisse ainsi contribuer au réalisme des évaluations thérapeutiques, des pronostics et des interventions. La subordination de la Station Etoine à la surveillance de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale signifie que tout doit faire l'objet d'une ordonnance médicale : les caméras de surveillance, les chambres sécurisées etc. et qu'il n'y a pas de véritable standard de sécurité.

Un bon exemple d'une séparation utile entre la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale d'une part et la Direction de la police et des affaires militaires de l'autre s'observe à l'Hôpital de l'Ile : la SAP est chargée de l'exploitation hospitalière, la POM de la division cellulaire, où sont soignés des détenus et détenues souvent dangereux. Les violences tragiques dont ont été victimes Lucie, Marie et Adeline montrent clairement les limites des psychothérapies. L'institution Etoine, où sont soignées des personnes dangereuses souffrant de maladies psychiques, doit donc être subordonnée à la Direction de la police, à l'exemple des autres lieux d'exécution de mesures du canton de Berne, comme Thorberg. Cela permettrait à la nouvelle Station Etoine de profiter de l'expérience de nos établissements pénitentiaires et de multiplier les échanges.

Réponse du Conseil-exécutif

L'expertise Uster a montré que la sécurité présentait certaines lacunes, tout à fait surmontables, cependant. Prétendre qu'il n'y a pas de standard de sécurité n'est pas fondé (voir ainsi le règlement de la station de psychiatrie médico-légale et le manuel interdisciplinaire d'Etoine). La collaboration entre l'équipe soignante, les médecins et le service de sécurité est généralement qualifiée de bonne à présent.

Il n'est pas vraiment possible de comparer Etoine à la division cellulaire de l'Hôpital de l'Île. La durée du séjour à Etoine est plus longue qu'à l'Hôpital de l'Île par nécessité médicale. Et subordonner les agents de sécurité à la Direction de la police et des affaires militaires (POM) ne ferait qu'agrandir les mailles du filet entre les responsables médicaux, le personnel soignant et la sécurité.

La subordination de toute l'unité Etoine à la POM mettrait en péril le lien étroit établi au sein des SPU entre les connaissances en psychiatrie, en soins et en sécurité. C'est pourquoi le rapport Uster s'en tient à la structure de subordination actuelle.

Le Conseil-exécutif préconise une collaboration plus étroite entre la POM et la SAP. Quant au rapport, il recommande de revoir le programme d'exploitation de l'unité Etoine en vue d'améliorer la coopération entre les groupes professionnels et, partant, la sécurité.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire n° 69, motion de Mme Geissbühler-Strupler, «Surveillance de la Station Etoine». Nous sommes en débat libre. Mme Geissbühler a la parole. Je vous prie de vous annoncer. *(La présidente demande le calme.)*

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Warum soll die Station Etoine von der GEF zur POM verschoben werden? Ich muss einen Rückblick machen, vor allem für die vielen neuen Ratsmitglieder. Dieses Geschäft hat uns im Jahr 2008 hier im Grossen Rat bereits beschäftigt. Wir hatten eine Vorlage, um für ganz schwere Straftäter mit psychischen Erkrankungen ein Gefängnis oder eben diese Klinik Etoine bauen zu können. Diese Vorlage war sehr teuer: 14 Plätze für 14 Mio. Franken. Die Frage stand im Raum, weshalb ein Platz 1 Mio. Franken kostet. Die Antwort des Regierungsrats war, dass man besondere Sicherheitsmassnahmen ergreifen müsse, die sehr teuer seien. Das war die Begründung. Danach wurde unter der Federführung der BVE und der GEF gebaut. Eindeutig gefehlt hat dabei die POM, die für die Sicherheitsvorkehrungen verantwortlich ist und auch Erfahrung mit den Strafanstalten hat und sonst bei solchen immer dabei ist. Entsprechend wurden die Sicherheitsstandards nicht eingehalten. Bald nach Inbetriebnahme haben drei der Sicherheitsleute gesagt, es sei unglaublich, wie sie arbeiten müssten. Die Sicherheitsstandards würdensowohl für Drittpersonen wie auch für die dort stationierten Leute sowie für die Pflegenden und die Psychiater vernachlässigt. Es sei eine ganz gefährliche Situation. Das Mobiliar stand zum Beispiel frei herum und war nicht, wie in einer Strafanstalt, festgemacht. Es gibt keine Gitter vor den Fenstern und nur einen sehr niedrigen Zaun, und so gab es auch bald Ausbrüche aus diesem Gefängnis. Aber man versuchte, alles zu vertuschen, bis drei Sicherheitsleute eine Beschwerde machten und sagten, so gehe das nicht. Man habe im Grossen Rat versprochen, es werde eine sichere «Gefängnisklinik», doch nun sei dies nicht der Fall.

Erst als diese Beschwerde veröffentlicht *(la présidente agite sa cloche)* und in den Medien diskutiert wurde, machte die GEF einen Bericht über die Station Etoine. Das war der Bericht Uster. Ich habe ihn selber gelesen, bis auf einige Seiten, die der Öffentlichkeit verwehrt wurden. Im Bericht steht, dass es zwei Möglichkeiten gibt, um die Sicherheitsmängel zu verbessern. Einerseits müsse man bauliche Massnahmen ergreifen. Sicherheitsleute, die etwas von der Sache verstehen, sagten, da komme ein rechter Happen auf den Grossen Rat zu. Die andere Möglichkeit ist, dass man bei jedem Patienten vor seiner Einlieferung ganz genau abklärt, wie gross sein Gefährlichkeitspotenzial ist. Eine solche Abklärung kostet mehrere Hunderttausend Franken, wie Zahlen belegen. Auch kostet ein Platz in der Station Etoine 35 400 Franken pro Monat. Es wird einfach sehr viel Gewicht darauf gelegt, dass sich die Leute dort wohlfühlen. Sie sind in der Nacht auch nicht in abgesperrten Zellen, vielmehr sind ihre Türen Tag und Nacht geöffnet, obschon uns gesagt wurde, es seien die allergefährlichsten Straftäter. Es ist ähnlich wie in La Pâquerette, der Wohlfühloase, wo Adeline im Ausgang mit einem gefährlichen psychisch Kranken sterben musste. *(Die Präsidentin bittet die Votantin, zum Schluss zu kommen.)* Noch ein Satz: La Pâquerette ist jetzt übrigens ersetzt und

wurde der Sicherheitsdirektion angegliedert. Es gibt keine andere psychische Anstalt für gefährliche (*la présidente demande à l'oratrice de conclure*) Straftäter, die nicht unter einer Sicherheitsdirektion ist.

Maxime Zuber, Moutier (PSA). Je serai bref. L'unité de psychiatrie médico-légale Etoine des Services psychiatriques universitaires accueille et traite deux groupes de patients: ceux souffrant de troubles psychiques et provenant des prisons et ceux potentiellement violents sous le coup d'un placement à des fins d'assistance. Le travail de cette unité a ceci d'hybride qu'il se situe entre la prison et la psychiatrie. La nature interdisciplinaire d'Etoine constitue donc à la fois une force mais aussi une faiblesse. Des conflits de conception et des frictions entre les responsables de ces deux missions sont donc inévitables. Cependant, selon l'enquête externe confiée à l'expert M. Uster «cette unité n'a jamais présenté de risque en termes de sécurité malgré certaines lacunes». Cet audit conseille certes des améliorations techniques et architecturales pour renforcer la sécurité d'Etoine. L'expert ne préconise cependant pas ce que demande la motion, à savoir un transfert de la responsabilité de cette unité de la SAP vers la POM. Le groupe PS-JS-PSA ne voit donc aucune raison de soutenir cette motion qu'il va donc rejeter en suivant la recommandation du gouvernement.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Wir diskutieren hier Sicherheitsfragen im Zusammenhang mit psychisch kranken Patientinnen und Patienten im Strafvollzug. Die Betreuung solcher Menschen ist anspruchsvoll, und zwar in jeder Hinsicht: sei es in Bezug auf pflegerische Massnahmen, ärztliche Betreuung, andere Therapiebereiche und natürlich auch betreffend Betreuung durch einen Sicherheitsdienst. Es ist eigentlich fast normal, dass es in diesem nicht ganz einfachen Umfeld auch einmal zu Problemen kommen kann. Das sage ich auch als Arzt. Diese Probleme sind lösbar, und wir müssen sie unter Mithilfe aller beteiligten Berufsgruppen inklusive Sicherheitsdienst lösen. Die Untersuchung Uster zeigt gewisse Mängel auf, die aber lösbar sind. Er unterbreitet zudem Lösungen. Die Mängel müssen angegangen werden, das ist keine Frage. Die vorliegende Motion hilft aber nicht, diese Mängel zu lösen.

Kommunikation und Kooperation sind die gefragten Schlüsselwörter. Lösbar sind die Probleme durch Kommunikation und Kooperation zwischen den involvierten Berufsgruppen und definitiv nicht durch eine Neuunterstellung der Station. Die Probleme muss man vor Ort lösen. Die Unterstellung ist im Grunde sekundär, denn eine Neuunterstellung verlagert das Problem vor Ort nicht. Es kommt nur in einen andern Zuständigkeitsbereich, doch die Probleme vor Ort müssen genauso gelöst werden.

Die FDP-Fraktion unterstützt den Antrag des Regierungsrats einstimmig und lehnt die Motion ab. Eine Motion ist eben nicht das geeignete Mittel, um dort vorwärtszukommen.

Ich erlaube mir noch eine persönliche Bemerkung. Im Motionstext kann man vom «täterfreundlichen Team» lesen. Ich finde es nicht sehr angebracht, vom «täterfreundlichen Team» zu sprechen, und es hilft auch nicht, die Probleme zu lösen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Ich bin eine von den GrossrätInnen, die diesen Brief vor zwei Jahren von einem ehemaligen Mitglied des Sicherheitsdienstes erhalten haben. Der Mann hat klare und scharfe Anschuldigungen gegen die Universitären Psychiatrischen Dienste Bern (UPD) gemacht. In der Zwischenzeit haben wir einen sehr guten Bericht Uster, den man im Internet auf der GEF-Seite einsehen kann. Er nimmt eine klare Haltung ein, nicht zuletzt auch zum Thema, das die Motionärin Geissbühler hier hat. Er sagt nämlich: Ja, es gibt Probleme. Aber diese sind nie von dem Ausmass, wie uns das ehemalige Mitglied weismachen wollte. Mit der Leitung der UPD ist man daran, dieses Problem zu lösen. Der Bericht sagt auch klar, dass das Problem nicht bei der Unterstellung in der Psychiatrie liegt und man die heutige Unterstellung nicht verändern soll.

Was heisst es eigentlich, wenn man gewalttätige, fremdgefährliche Psychiatrietäter behandeln muss? Das heisst, dass man zwei Schnittstellen in einer Gleichwertigkeit im Alltagsgeschehen berücksichtigen muss, nämlich die Sicherheit und die Psychiatrie. Das ist eine der schwierigsten Voraussetzungen. Ich führe selber ein Ambulatorium, das in diesem Segment auch immer wieder sehr gefordert ist. Es ist eine der grössten Herausforderungen, Psychiatrie, Ärzte, Pflegende und Sicherheitsdienst in eine gleichwertige Betreuung zu integrieren. Da sind wir in der UPD erst am Anfang. Nicht zuletzt wäre ich auch froh gewesen, man hätte vielleicht etwas früher mit den grossen, erfahrenen Kliniken, Rheinau und Psychiatrie Basel, Kontakt aufgenommen und die verschiedenen Konzepte einer integrierten interdisziplinären Psychiatriebetreuung zusammen

angeschaut. Ich glaube, die UPD hat die Zeichen der Zeit erkannt, nicht zuletzt dank der guten Empfehlungen des Berichts Uster. Es ist sicher keine Empfehlung, wie sie Frau Geissbühler möchte.

Wir haben hier eben kein Gefängnis. Wir haben Gefängnisinsassen in der Psychiatrie. Das ist ganz wichtig. Wie der Bericht Uster sagt, kann man nur so gewährleisten, dass die neuesten psychiatrischen Erkenntnisse gemeinsam im Austausch mit andern Psychiatrien an diesem doch gefährlichen Segment von Patienten angewendet werden können.

Für unsere Fraktion ist es ganz klar: Die Motion Geissbühler bringt uns nicht weiter. Sie öffnet neue Schnittstellen und neue Probleme. Noch mehr Köpfe sind verantwortlich für dieses Patientensegment, und das ist nicht die Zielsetzung einer zukunftsgerichteten Psychiatrie im forensischen Bereich. Daher lehnen wir diese Motion vollumfänglich ab.

Darf ich noch einen letzten Punkt sagen: Ich springe jetzt zum Inselspital. Wir haben morgen über Mittag eine Veranstaltung. Ich wäre froh, wenn alle Leute, die sich angemeldet haben, auch kommen würden. Ich denke, die Insel ist eine wichtige zweite Universitätsklinik, die uns am Herzen liegen muss. Daher würde es sich lohnen, die Herausforderungen und Problemstellungen, die wir nach einem Jahr Spitalversorgungsgesetz haben, gemeinsam mit der Insel zu diskutieren. Merci all denen, die eineinhalb Stunden früher ins Rathaus kommen.

Marianne Schenk-Andereg, Schöpfen (PBD). Die BDP-Fraktion geht mit der Motionärin einig, dass die Öffentlichkeit vor gemeingefährlichen Personen geschützt werden muss. Auch sind wir mit Frau Geissbühler einig, wenn sie in ihrer Begründung offenlegt, dass Mängel und Missstände bestehen und dass Massnahmen auf verschiedenen Ebenen ergriffen werden müssen. Aber wir sind nicht überzeugt, dass ein Direktionswechsel die bekannten Mängel und Unstimmigkeiten aufheben kann. Vielmehr stützen wir uns auf den Bericht Uster, der auch in der Antwort des Regierungsrats erwähnt ist. Dort wird objektiv aufgezeigt, dass Fehler und Versäumnisse behoben werden können.

Wir sind der Meinung, dass eine übergreifende, konzeptionelle Ausrichtung von verschiedenen Direktionen der richtige Weg ist. Wir sehen in den acht Empfehlungen des Berichts ein korrigierendes Instrument, das zwingend umgesetzt werden muss. Auch die GPK hat den Untersuchungsbericht Uster intensiv behandelt und beschlossen, dass sie in ihren halbjährlichen UPD-Reportings auch über den Stand der Umsetzungen der acht Empfehlungen in Kenntnis gesetzt wird. Ich versichere Ihnen, dass die GPK ganz sicher handeln wird, wenn sie sieht, dass dort nichts oder nicht alles umgesetzt wird.

Die BDP-Fraktion empfiehlt Ihnen daher die Ablehnung der Motion. Weshalb? Dieses Geschäft wird von der GPK begleitet und überwacht. Warten wir doch die Resultate der Umsetzung dieser acht Empfehlungen ab. Wir sehen nicht ein, weshalb nun ein Direktionswechsel stattfinden soll, vor allem weil er nicht zielführend ist.

Martin Schlup, Schöpfen (UDC). Bisher wurde hier viel gesagt, daher kürze ich es etwas ab. 2008 wies der Regierungsrat darauf hin, dass es eine Station für solche Straftäter braucht, weil sie je nach Verlauf ihres Zustands sehr gewalttätig sein können. Diese Station wurde vor einigen Jahren gebaut. Wie auch die Studie Uster belegt, gab es aber mehrere Ereignisse, die nicht sehr beruhigend sind. Die Motionäre sind daher der Ansicht, dass die POM die bessere Direktion wäre, vor allem deshalb, weil sie auch alle andern Straftäter-Massnahmenzentren betreut. Daher hat sie Mitarbeitende, die für solche Fragen ausgebildet sind. Es ist ihr Metier.

Nun zur Studie Uster: Dort stehen viele Dinge. Einiges davon wissen wir alle vielleicht auch nicht. Wie Marianne Schenk vorhin sagte, hat die GPK dort noch mehr Einsicht. Im Bericht steht so schön, eine «konzeptionelle Klärung» sei notwendig. Ich habe einfach etwas Mühe mit solchen Ausdrücken. Ich habe das Gefühl, manchmal wissen nicht einmal diejenigen, die sie benutzen, was sie genau bedeuten sollen.

Zum einen wird dort das Verbessern der Sicherheitseinrichtungen durch bauliche Massnahmen erwähnt. Dies kann man machen, ist aber aus meiner Sicht fragwürdig. Etoine ist jetzt ein paar Jahre alt. Man hat die Station für 14 Mio. Franken gebaut, also für 1 Mio. Franken pro Person, und ein paar Jahre später kommt man und sagt, es reiche nicht aus. Also «excusez» – da hat doch irgendjemand versagt. Noch etwas zu den Kosten eines Platzes pro Monat: Wie bereits gesagt wurde, kostet ein Platz 35 400 Franken.

Und als zweite Verbesserungsmöglichkeit könne man individuelle Abklärungen der Klienten machen, heisst es. Ich weiss nicht, ob diejenigen, die das sagen, wissen, was das eigentlich ist.

Das ist eine relativ schwierige Sache. Der Fall Lucy und manch anderer haben es gezeigt, und wenn übrigens dort die Patienten sich grösstenteils dreissig Tage aufhalten, dann müsste man ja jeden Monat die neuen Leute wieder einschätzen. Jeden Monat 14 Patienten einschätzen kostet je zwischen 3000 und 6000 Franken. Überlegen Sie sich einmal, was das kostet. Zudem ist noch die Genauigkeit einer solchen Einschätzung sehr schlecht, wie ich bereits erwähnt habe. Übrigens war gerade heute oder gestern in der Zeitung, dass in Genf ein wegen Mordes zu 15 Jahren Haft verurteilter Straftäter nach nicht einmal neun Jahren Haft aus der Halbgefangenschaft geflohen ist. Ich frage mich daher, ob die Psychiater fähig sind, diese Menschen so gut zu beurteilen. Ich zweifle sehr daran.

Der Vorwurf bezüglich des Sicherheitskonzepts sei nicht haltbar, sagt der Regierungsrat. Er widerspricht sich aber selber, denn er gibt ja zu, dass die Mängel bestehen. Er sagt auch, dass die Zusammenarbeit zwischen den Pflegeleuten, den Ärzten und den Sicherheitsleuten zu verbessern sei. Für mich und unsere Fraktion ist ganz klar, dass die Sicherheit vor dem Optimum für die Straftäter kommt. Der Strafvollzug gehört deshalb ganz klar zur POM. Dort wissen die Mitarbeitenden, wovon sie sprechen, sie sind sich dies gewohnt und sie haben andere solcher Institutionen unter sich. Die psychische und ärztliche Betreuung ist dadurch ja nicht gefährdet. Das Inselspital hat übrigens auch eine Station, wo sich diese Leute zwar weniger lange aufhalten. Dort funktioniert es genau gleich. Eine Mehrheit unserer Fraktion unterstützt deshalb diese Motion.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Es wurde viel gesagt, und ich würde vor allem die Aussage von Herr Kollege Kohler unterstützen. Man hat gesehen, dass er als Fachperson in diesem Thema sehr gut und fundiert ist. Daher vielleicht zwei Bemerkungen von meiner Seite. Etwas zu den «täterfreundlichen Teams». Ich kenne keine täterfreundlichen Teams und bin bis jetzt auch keinen solchen begegnet. Dann zum Direktionswechsel: Wir haben ein Beispiel, wo der Asylbereich von der GEF in die POM verschoben wurde, und dort haben wir auch mittels Untersuchungen usw. gesehen, welche Probleme dadurch entstanden sind. Ein Direktionswechsel bedeutet also nicht unbedingt, dass es dann auch besser wird. Auch hier wird ein Beispiel aus Thorberg gegeben, und ich habe mir natürlich einige Fragen gestellt, wenn wir sehen, was in der Strafanstalt Thorberg alles geschehen ist. Aber im Psychiatriebereich und in der Arbeit mit Menschen mit psychischer Belastung müsste man immer zwischen Bestrafung, Betreuung und Therapie unterscheiden. Daher kann die Arbeit mit psychisch belasteten Menschen sehr anspruchsvoll sein. Es können auch Fehler vorkommen, weil es kein fertiges Rezept für die Arbeit mit ihnen gibt. Es gibt einen gewissen Verhaltenskodex, gewisse Regeln, aber kein fertiges Rezept. Deshalb müsste man immer wieder überlegen, wie man in diesem Bereich weiterarbeiten kann. Die grüne Fraktion wird diese Motion ablehnen.

La présidente. Mme Beutler pour le PEV. J'aimerais encore voter sur cette motion aujourd'hui, afin que M. Perrenoud n'ait plus besoin de revenir demain.

Melanie Sarah Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Ich werde wie Kollege Muntwyler in unserer Schriftsprache sprechen. Die EVP-Fraktion versteht und teilt das Anliegen der Motion, was deren Begründung betrifft. Es ist richtig und wichtig, dass die Bevölkerung und das zuständige Personal vor gewaltbereiten und gefährlichen Menschen geschützt wird. Gleichermassen dringend ist, dass psychisch kranke Straftäter eine adäquate Behandlung erhalten und in einem geschützten Rahmen stabilisiert werden.

Die EVP-Fraktion teilt aber (*la présidente agite sa cloche*) die Schlussfolgerungen der Motion nicht, dass deshalb zwingend ein Direktionswechsel zu vollziehen sei und dass dies eine oder gar die zielführende Massnahme sei, um die bekannten Mängel zu beheben. Wir teilen vielmehr die Auffassung des Berichts Uster, dass hier verschiedene Wege puzzleartig zu einer Verbesserung der Situation führen. Im Bericht sind denn auch acht Massnahmen aufgeführt. Die EVP-Fraktion kann unter diesen Umständen die Motion im vorliegenden Wortlaut nicht unterstützen. Für uns ist es sehr fraglich, ob mit dieser Massnahme die angesprochenen Probleme behoben werden können und ob der Direktionswechsel zielführend sei. Die EVP-Fraktion schlägt aber vor, diese Motion in ein Postulat zu wandeln, analog zur Motion Blaser betreffend umfassender Untersuchung der POM durch die GPK, die wir vor zwei Tagen diskutiert haben. Die Argumente für einen Prüfungsauftrag sind ähnlich.

Erstens behandelt die bereits GPK dieses Geschäft und dessen Überprüfung. Zweitens haben wir den Bericht Uster mit seinen acht Empfehlungen. Zuerst muss deren Umsetzung und Wirkung

abgewartet werden, bevor weitere Massnahmen wie ein allfälliger Direktionswechsel geprüft werden können. Drittens wird die GPK zu gegebener Zeit prüfen und urteilen müssen, ob weitere Massnahmen angebracht sind. Diese Kommission ist unseres Erachtens das richtige Entscheidungsgremium und nicht das Plenum des Grossen Rats, denn sie verfügt über zusätzliche Informationen und ist im Gespräch mit der GEF und entsprechenden Institutionen.

Abschliessend sei der EVP-Fraktion noch eine Bemerkung erlaubt. Es ist stossend, dass so kurz nach Inbetriebnahme der Station bereits bauliche Massnahmen angesagt sind. Dies weist eindeutig auf ein zumindest mangelhaftes und unvollständiges Konzept vor Baubeginn hin. Das ist nicht haltbar, und es ist empfehlenswert, sich in dieser Hinsicht an andern, gut funktionierenden Institutionen zu orientieren, und das nun bitte vor Baubeginn zur Behebung der angesprochenen Mängel.

La présidente. Y a-t-il encore des intervenants? Ce n'est pas le cas, Mme Geissbühler a donc la parole.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich möchte noch etwas sagen zum Ausdruck «täterfreundlich». Täterfreundlich heisst eigentlich, dass eben die Sicherheitsstandards aus Rücksicht auf die Täter nicht eingehalten wurden. Das ist täterfreundlich.

Dann möchte ich noch sagen, dass auch forensische psychiatrische Dienste in allen unseren Strafanstalten tätig sind: in St. Johannsen, in Witzwil, überall sind solche involviert. Es sind die genau gleichen Leute wie in der Etoine-Station. Und doch sind diese der POM unterstellt, weil es sich eben um gefährliche Straftäter handelt.

Ich verstehe, wenn dies jetzt einfach in der GPK angegangen werden soll und dort das Problem und die Massnahmen hoffentlich geprüft werden. Ich traue der GEF einfach weniger zu als der POM, dass sie das in unserem Sinn macht. Ich möchte, dass darüber als Postulat abgestimmt wird. Wenn aber alle andern Massnahmen, welche die GEF nun durchführen sollte, nicht greifen, dann soll doch noch geprüft werden, ob es nicht sinnvoller ist, die Etoine-Station in die POM zu überführen. Ich möchte sie bitten, das Postulat als eine der Massnahmen zu unterstützen, wenn das andere nicht greift.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Je vais essayer d'être bref pour respecter le temps qui nous est imparti. Ich möchte mich für die verschiedenen Voten bedanken und kurz erklären, wie dieses Geschäft entstanden ist. Im letzten Herbst erhielt ich einen Brief von einem Sicherheitsmitglied der Station Etoine, der auf dortige so genannte Missstände hinweist. Da ich erfahren wollte, worum es genau geht, habe ich einen Spezialisten mit einer Untersuchung beauftragt, Herrn Hanspeter Uster, un spécialiste reconnu au niveau suisse pour tout ce qui est du domaine de l'incarcération. Wie von Frau Geissbühler beschrieben, habe ich ihm verschiedene Fragen gestellt. Der so genannte Uster-Bericht ist Online bei der GEF erhältlich. Ich fragte mich, ob wir gescheitert sind, und ich wollte wissen, ob die Idee eines Transfers von der GEF zur POM gut oder schlecht ist. Ich bin bereit, die Empfehlungen des Uster-Berichts umzusetzen. Dieser Bericht entstand ohne meine Einflussnahme, und ich habe ihn zur Kenntnis genommen. Frau Geissbühler war bei der Medienkonferenz dabei. Die Untersuchung Uster kommt ganz klar zum Schluss, dass in Etoine Schönheits- oder Geburtsfehler bestehen, mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain maintenant. Nun müssen wir diese konzeptionellen Schwachstellen beseitigen, wie der Bericht in Empfehlung 1 vorschlägt. Die GPK ist auch involviert. Zudem sagt der Bericht ganz klar, dass ein Verschieben von Etoine in die POM nicht sinnvoll ist. Ich weiss nicht, wer das besser überprüfen könnte als die Untersuchung Uster. Konzeptionelles müssen wir verbessern, aber der Transfer in die POM macht meines Erachtens keinen Sinn. Wir dürfen das Geschäft Etoine nicht mit der Situation in der Westschweiz verwechseln. Dort ist eine andere Situation, und man kann nicht Ungleiches vergleichen. Ich kann zum Postulat nicht Stellung nehmen. Die Regierung hat zur Motion Stellung genommen. Ich bitte sie, die Motion abzulehnen.

La présidente. Nous allons passer au vote. Cette motion a donc été transformée en postulat. Ceux qui acceptent ce postulat votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet du postulat

Oui	41
Non	86
Abstentions	3

La présidente. Vous avez refusé ce postulat. J'ai encore quelques informations à vous donner. Demain après-midi nous commencerons donc à 13h30. Nous n'aurons qu'une intervention de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Nous ne partirons pas avant 15 heures, car les cars arriveront à cette heure-là. Ceux ou celles qui par hasard ne voudraient pas revenir demain sont priés de débarrasser leurs affaires, car le Conseil de ville se réunit demain. La séance est close.

La séance est levée à 16 heures 37.

Les rédactrices :

Sonja Riser (d)

Catherine Graf Lutz (f)